

La « catastrophe » du confinement pour les mal-logés

26 mars 2020 / Marie Astier (Reporterre)



Logements surpeuplés ou insalubres, familles fragiles et dépendantes des associations et services sociaux désormais fermés... Le confinement démultiplie les difficultés pour les mal-logés. Les associations tentent de s'organiser.

Au téléphone, la voix de Madame Kholif évoque plus l'inquiétude que la plainte. En arrière-plan, on entend des petites voix qui interpellent leur mère. Avec la fermeture des écoles, elle a

dû arrêter le travail pour les garder. « *J'habite dans un appartement de 22 mètres carrés avec mes trois enfants en bas âge* », raconte-t-elle. « *À cause des punaises, j'ai tout jeté, on dort par terre. Il y a aussi des cafards et de l'humidité. Il y a une seule fenêtre, peu d'air entre. On essaye de faire des activités intéressantes mais c'est compliqué.* » Ce n'est pas tant le coronavirus que l'asthme de son fils de six ans qui la préoccupe. En cette période de confinement, ses poumons sont exposés en permanence à l'air malsain de leur logement, situé à Pantin (Seine-Saint-Denis). « *Le médecin m'a dit qu'il faudrait changer de maison. Je suis prioritaire dalo [elle est reconnue prioritaire pour l'accès à un logement digne] mais j'attends, je ne sais pas jusqu'à quand* », se désespère cette mère célibataire.

Même scénario dans un hôtel de Fontenay-aux-Roses (Hauts-de-Seine). Pour la famille Petrosyan – deux parents et trois enfants – le confinement est synonyme d'entassement dans une chambre de 19 mètres carrés dans un entresol. « *C'est vraiment dur*, raconte le père, joint par téléphone. *Avant, les enfants étaient inscrits à des activités, allaient à la piscine. Maintenant, on reste coincés ici. Il y a de l'humidité, et même des champignons au plafond.* » La mère reprend : « *Le problème, c'est que les enfants, à force de mal respirer, tombent malades. Et il n'y a pas d'espace pour faire des activités, des devoirs.* » Pour ces parents, le premier soulagement serait déjà d'avoir accès à une chambre dans un étage supérieur de l'hôtel, à l'abri de l'humidité.



« Il n'y a pas d'espace pour faire des activités, des devoirs. »

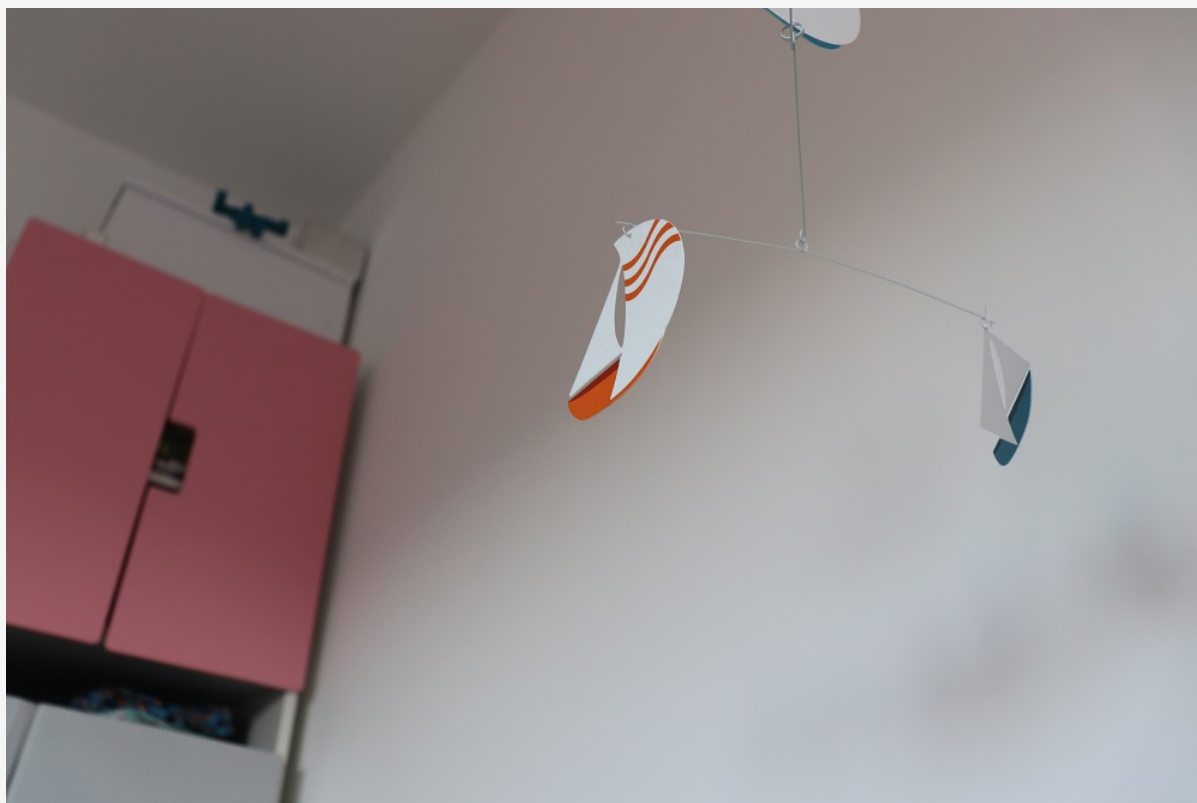
« Le confinement, pour les mal-logés, c'est comme si on les mettait en prison »

« *C'est la catastrophe !* » s'insurge Jean-Baptiste Eyraud, porte-parole de l'association **Droit au logement**. Elle accompagne les familles Kholif et Petrosyan, mais aussi des centaines d'autres. « *Le confinement, pour les mal-logés, c'est comme si on les mettait en prison. Il est évident que pour des raisons de santé publique il faut les sortir de là, mais le gouvernement n'a pas pris de mesures sérieuses là-dessus.* » La trêve hivernale a bien été prolongée de deux mois, et 2.000 places d'hôtel supplémentaires **promises pour les sans-abri**. « *Mais on est très loin du compte pour les sans-abri, et il n'y a rien pour les mal-logés,* estime Jean-Baptiste Eyraud. *On demande la réquisition des Airbnb.* »

Le **dernier rapport** de la Fondation Abbé Pierre sur le mal-logement, publié en janvier 2020, fait état de près de quatre millions de personnes mal-logées, parmi lesquelles les sans-abri, les « *Gens du voyage* », les résidents de foyers de travailleurs migrants, mais aussi 25.000 personnes dont la résidence principale est une chambre d'hôtel, plus de 600.000 personnes en hébergement « *contraint* » chez un tiers, plus de 900.000 personnes vivant dans des conditions

de surpeuplement « *accentué* » du logement [1].

Le tableau contraste fortement avec celui des **13 % de Français heureux propriétaires d'une résidence secondaire**, dans la majorité des cas située sur la côte ou dans le sud de la France, qu'ils ont éventuellement pu rejoindre afin d'adoucir leur confinement. Le « *Journal du confinement* » de l'écrivaine Leïla Slimani publié par le journal *Le Monde*, et écrit depuis sa maison de campagne, a ainsi suscité force commentaires indignés. « *Tandis que votre esprit vagabonde dans les vertes prairies, il y en a dont les angoisses rebondissent dans des 15 m² loi Carrez. Vous osez dire : "Nous sommes confinés. J'écris cette phrase mais elle ne veut rien dire." Pour d'autres, c'est une réalité brutale, pas un putain de week-end prolongé* », lui a notamment répondu *Brain Magazine*.



Nous sommes peut-être tous dans le même bateau mais certains sont coincés en fond de cale.

L'image est souvent utilisée pour lier crise écologique et sociale : nous sommes peut-être tous dans le même bateau – la planète – mais nous n'y sommes pas au même poste. Certains ont un accès prioritaire aux canots de sauvetage quand d'autres restent coincés en fond de cale. La métaphore est tout aussi parlante concernant la pandémie de **Covid-19**. Alors qu'Emmanuel Macron en appelle à « *l'union nationale* » et exhorte chacun à rester chez soi, le coût du

confinement n'est pas du tout le même pour tous. En première ligne : les habitants des immeubles de centre-ville dégradés et des quartiers populaires.

Être confiné dans un logement surpeuplé et/ou dégradé rend plus vulnérable au virus

Être confiné dans un logement surpeuplé et/ou dégradé rend plus vulnérable au virus. «

J'ai commencé à travailler sur les questions de santé par la tuberculose, se rappelle Annie Thébaud-Mony, chercheuse honoraire à l'Inserm et spécialiste de la santé publique.

Deux indicateurs accélèrent la contagion : le taux d'occupation par pièce et l'état du système immunitaire des gens. » Or, sans surprise, les habitants de logements insalubres et de quartiers populaires sont en moins bonne santé. « Ils ont une alimentation dégradée, et des métiers, souvent en horaires décalés, qui fatiguent énormément. Comme les caissières ou les personnes qui font le ménage. »

« Ici, on a 30 % de familles monoparentales, beaucoup de femmes qui travaillent en supermarché ou font le ménage », confirme depuis Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) Nelly Angel, présidente de l'amicale des locataires de la cité La Courtille. Habitant du quartier de La Plaine-Saint-Denis, le professeur de sociologie Hamza Esmili faisait la même observation dans un **texte** publié sur sa page Facebook, décrivant des rues pleines de travailleurs migrants précaires n'ayant pas la possibilité de s'arrêter, le RER plein de livreurs, vigiles, caissières et femmes de ménage. Dans les quartiers populaires, peu d'habitants font des métiers permettant le télétravail.

Promiscuité plus forte et allées et venues plus nombreuses démultiplient donc les risques de contagion. Ce alors que « *le nettoyage approfondi a été suspendu par le bailleur, observe Nelly Angel. Dans ma tour, il y a cent logements. Donc, quand je sors, je prends mes lingettes, je désinfecte les boutons de porte et d'ascenseur* ».

« Dans les quartiers, on cumule malbouffe, mal-logement et pollution. Cette épidémie, elle touchera plus là. Si des gens doivent mourir, ce sera plus là », prédit Mohamed Mechmache, porte-parole du collectif [AC Le feu](#) [2].



L'association L'Étage, à Strasbourg, en lien avec la protection civile, a mis en place une distribution quotidienne de repas gratuits.

Mais outre des problèmes liés au logement, c'est tout un cadre de vie, un accompagnement qui s'effondre quand tout le monde s'enferme. Dès le premier jour de confinement, [ATD Quart Monde](#) dénonçait « une double peine pour les plus pauvres » qui « doivent déjà se battre pour survivre au quotidien »

. L'association liste les difficultés : **fermeture de certaines distributions alimentaires**, arrêt d'activité des associations et services publics qui accompagnent au quotidien, impossibilité pour des familles aux moyens économiques ou culturels limités d'assurer un minimum de suivi scolaire à la maison, boulots précaires subitement interrompus qui font s'écrouler les revenus du foyer... Le tout s'ajoutant à l'angoisse suscitée par la pandémie. « *On est très inquiets, des familles se retrouvent sans argent et sans moyen de s'alimenter*, raconte Paul Maréchal, délégué d'ATD Quart Monde. *La CAF [caisse d'allocations familiales] est fermée, il n'y a plus de travailleurs sociaux, des gens vont se retrouver dans une situation inextricable.* » Pour tenter de décrire la situation, l'association a lancé **un appel à témoignages** sur le confinement vécu par les plus pauvres.

« **Les policiers savent très bien qui cibler. Ils passent beaucoup plus dans les quartiers populaires** »

Sur le terrain, chacun se débrouille. « *Il a fallu que l'on crie auprès de la mairie pour obtenir la liste des personnes inscrites à la distribution alimentaire et qu'on les appelle une à une, sinon elles n'avaient plus rien à manger*, raconte Djamel Blanchard, militant à Angers du collectif **Pas sans nous**, qui se veut le syndicat des quartiers populaires. *Certains ne parlent pas ou mal français et le bouche à oreille a fait qu'ils ont compris que, s'ils sortent, la police leur met une amende.* » « *On est submergés par les demandes d'attestation*, témoigne aussi Nelly Angel, à Saint-Denis. *Tout est fermé : le parc, la médiathèque, notre maison de quartier. On ne peut même plus faire une photocopie.* » Elle a demandé à un bailleur une adaptation des loyers aux revenus pour qu'« *une famille qui n'a plus que 80 % de son revenu ne paye que 80 % du loyer* ». Sur le plateau de Creil, Djamila, médiatrice sociale et culturelle, multiplie elle aussi les attestations, en particulier pour les personnes âgées. « *La difficulté, c'est aussi d'aller faire ses courses dans les supermarchés moins chers comme Lidl ou Aldi, qui sont plus loin. Les policiers risquent de dire que vous êtes loin de chez vous. Mais les commerces de centre-ville sont plus chers* », raconte-t-elle.



« Cette situation de confinement va accroître les inégalités », résume Marie-Hélène Bacqué, sociologue spécialiste des quartiers populaires. Elle craint aussi un effet économique sous-évalué, alors que travail au noir et « *le trafic font vivre des familles* ». « *Tout cela va faire cocotte-minute* », craint-elle. Autre conséquence non anticipée du confinement, la surpopulation dans de nombreux logements pousse habituellement les « *jeunes* », c'est-à-dire les adolescents et jeunes adultes, à se regrouper dans la rue. « *Certains sortent encore, ils essayent de trouver des espaces à eux. Mais on craint les tensions avec la police* », explique Mohamed Mechmache, porte-parole du collectif AC Le feu. « *Les policiers savent très bien qui cibler, confirme Djamel Blanchard à Angers. Ils passent beaucoup plus dans les quartiers populaires.* » Un nombre record d'amendes a été enregistré en Seine-Saint-Denis, [relate Le Parisien](#). Plusieurs vidéos ont témoigné de contrôles musclés, [par exemple à Torcy](#), où un jeune homme a eu droit à un placage ventral et une clé d'étranglement. « *Cela nous donne l'impression d'une certaine oppression, que le gouvernement est suspicieux envers nous et que le confinement offre à l'État un mode de contrôle social supplémentaire dans les quartiers* », observe Djamel Blanchard.



Cet homme vit dans un garage depuis six ans, à Strasbourg.

Les mal-logés n'ont pas pour autant l'intention de se taire. Une journée de mobilisation devait se tenir au niveau européen samedi 28 mars, pour dénoncer les expulsions, les logements chers, la spéculation, et défendre le droit au logement pour tous. Elle a dû être reportée, mais **une pétition a été mise en ligne** pour demander des réquisitions de logements et un moratoire sur les loyers et les factures. Et samedi, le DAL et d'autres associations appellent, à 18 h, à un « *raffut aux fenêtres pour les sans-logis, les mal-logés et les locataires* ».

[1] Ménages auxquels manquent deux pièces par rapport à la norme de peuplement. La norme de peuplement est la suivante : une pièce de séjour pour le ménage ; une pièce pour chaque couple ; une pièce pour les célibataires de 19 ans et plus ; et, pour les célibataires de moins de 19 ans : une pièce pour deux enfants s'ils sont de même sexe ou s'ils ont moins de sept ans ; sinon, une pièce par enfant.

[2] Association collectif liberté, égalité, fraternité, ensemble, unis

Lire aussi : « On n'a nulle part où aller » : face au coronavirus, les SDF galèrent

Source : Marie Astier pour *Reporterre*

Photos :

. chapô : Pierre Faure pour la [Fondation Abbé Pierre](#)

. Homme dans un garage et distribution de nourriture. Reportage réalisé à Strasbourg sur les [SDF face au coronavirus](#). Christoph de Barry/*Reporterre*

. Chambres. Photos d'illustration. E. Bastien/*Reporterre*

. DAL. © NnoMan Cadoret/*Reporterre*

- Emplacement : [Accueil](#) > [Enquête](#) >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/La-catastrophe-du-confinement-pour-les-mal-loges>